



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université de Paris

Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal, Louis-
Mourier, Robert Debré, Saint Louis, Paul Doumer

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

CONSULTATION 2026 033 DENT 001

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance
Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : Monsieur le Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université
de Paris

Lieux d'exécution :

Hôpital Louis Mourier
178, rue des
Renouillers
92700 Colombes

**Hôpital Bichat –
Claude Bernard**
46, rue Henri
Huchard
75018 Paris

Hôpital Beaujon
100, boulevard du Général
Leclerc
92110 Clichy

Table des matières


ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	4
1.1 : Objet	4
1.2 : Type et montant.....	4
1.3 : Durée	4
Prestations similaires :.....	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3 : COMPOSITION ET VARIATION DES PRIX	5
ARTICLE 4 : COMMANDE - VERIFICATIONS	8
4.1 : Commandes	8
4.2 Opérations de vérification	9
4.2.1 Modalités de vérification	9
4.2.2 Décisions après vérifications	9
ARTICLE 5 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE	9
5.1 : Contrôle	9
5.2 : Suivi du marché	9
5.3 : Modifications du marché public - Clause de réexamen.....	10
5.4 : Modification de références en cours de marché	10
5.5 : Garantie	10
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	11
6.1 : Certificats	11
6.2 : Présentation d'un sous-traitant	11
6.3 : Obligation d'information	12
6.4 : Secret professionnel	12
6.5 : Accès aux établissements – Identification.....	13
6.6 : Grèves	13
6.7 : Diffusion des fiches techniques	13
6.8 : Vente à des tiers	14
ARTICLE 7 : FACTURATION – PAIEMENT	14
7.1 : Facturation	14
7.2 : Paiement.....	15
7.3 : Avances	15
Acomptes	15
ARTICLE 8 : RETENUE DE GARANTIE	16
ARTICLE 9 : ASSURANCES	16
ARTICLE 10 : PENALITES - RESILIATION	16

10.1 : Pénalités16

10.2 : Résiliation, Litiges19

ARTICLE 11 : LANGUE APPLICABLE AU MARCHE19

ARTICLE 12 : DEROGATIONS20

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 4 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	---	---

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 : Objet

Le présent marché a pour objet la maintenance des ascenseurs, monte charges et escaliers mécaniques des hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier appartenant l'AP-HP Nord Université Paris Cité.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

1.2 : Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2124-2 1° et R2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché formalisé passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Le présent marché comporte des prestations traitées à prix global et forfaitaire et des prestations à bons de commande traitées à prix unitaires conformément aux articles R2162-2 et articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations à prix global forfaitaire portent sur la réalisation de prestations de maintenance détaillées dans le CCTP.

La partie du marché conclue à prix unitaires sera utilisée pour les prestations non comprises dans celles de type forfaitaire.

Les modalités d'émission des bons de commande sont précisées à l'article 4 du présent CCAP.

Les prestations à prix unitaires s'exécuteront à la survenance des besoins dans les limites suivantes :


- Montant minimum annuel : sans
- Montant maximum sur la durée totale du marché : 1 000 000 €HT

1.3 : Durée

La durée du marché est de 48 mois à compter du 26 avril 2026. Toutefois, si la notification du marché devait avoir lieu postérieurement à la date de démarrage indiquée, celui-ci débiterait à compter de la date de notification.

Prestations similaires :

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, le GHU Nord se réserve la possibilité de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires. Il pourra être envisagé de recourir à un accord-cadre sans publicité ni mise en concurrence préalables notamment en cas de défaillance du titulaire. Celui-ci ne pourra être conclu que pour une durée maximale n'excédant pas 12 mois.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 5 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	---	---

Il sera résiliable annuellement sans indemnité à la seule demande de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris à chaque date anniversaire. Elle le notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières :
 - Annexe 1 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
 - Annexe 2 : Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé par le GHU Nord fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes 1 et 2 suivantes (*l'annexe 1 figurant à la suite du CCTP ; l'annexe 2 étant un **document à part***) :
 - Annexe 1 : le plan de maintenance des ascenseurs
 - Annexe 2 : la liste des ascenseurs
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Le plan de prévention des risques ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3 : COMPOSITION ET VARIATION DES PRIX

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires et unitaires hors TVA appliqués aux services et quantités réellement exécutés et/ou livrés pour les prestations conclues à prix unitaires.


Ainsi, les prestations sont conclues à :

- Prix forfaitaire rémunérant la prestation forfaitaire annuelle ;
- Prix unitaires (main d'œuvre, déplacement et pièces) figurant dans le bordereau des prix unitaires « hors forfait » (partie à bons de commande), selon les éléments de prix figurant dans ladite partie de l'annexe financière de l'Acte d'engagement.

3.1. Composition des prix

Les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au pouvoir adjudicateur.

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix sont réputés tenir compte des prescriptions décrites au CCTP.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIKES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 6 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	--	---

Le prix unitaire des déplacements inclut l'ensemble des frais afférents au déplacement des agents du titulaire.

Le prix unitaire relatif à l'heure de main d'œuvre inclut l'ensemble desdits coûts de sorte que les prix unitaires proposés par le titulaire au sein de l'annexe financière puissent être considérés comme des prix plafonds.

Le prix unitaire relatif à un équipement ou à un consommable comprend l'ensemble des frais annexes, notamment ceux afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport et à la manutention jusqu'au lieu de la prestation ainsi qu'aux éventuels installations, essais, formations... de sorte que les prix unitaires proposés par le titulaire au sein de l'annexe financière puissent être considérés comme des prix plafonds.

- **Prix débattus**

Prestations hors BPU effectuées par le titulaire :

Les prix unitaires des fournitures hors BPU seront valorisés selon les déboursés réels justifiés, remises déduites, hors T.V.A, affectés d'un coefficient multiplicateur de règlement figurant dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix ainsi obtenus seront réputés hors T.V.A.

Il appartient donc à l'entreprise de produire toutes les justifications utiles qui lui sont demandées en ce qui concerne la somme qu'elle a réellement déboursée et notamment, le montant de toute remise qui lui a été éventuellement consentie à cette occasion (production à l'appui de sa facturation ou d'un extrait de facture où seules figurent les fournitures concernées).

Sur décision expresse du représentant de l'APHP, lorsque les pièces seront produites par la société, les prix seront réglés à prix débattus avec le représentant.

Prestations hors BPU réalisées par un sous-traitant :

Les travaux effectués par une entreprise sous-traitante seront réglés selon tous justificatifs nécessaires (factures, etc....) affectés du coefficient de règlement renseigné par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

3.2. Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

3.3 Clause de prix promotionnels :

Le titulaire qui applique une promotion sur son tarif général doit en faire bénéficier l'APHP à condition que :


- Les produits faisant l'objet de la promotion soient présents sur le marché
- Les prix résultant de la promotion soient inférieurs aux prix applicables sur le marché.

Dans ce cas, le titulaire doit adresser au minimum 7 jours avant la mise en œuvre, le tarif promotionnel en lui indiquant la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau tarif sera annexé au marché sans qu'il ne soit nécessaire d'établir une modification de marché.

Les factures émises devront faire explicitement référence au tarif promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix contractualisés au marché entreront de nouveau en vigueur.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIKES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 7 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	--	---

3.4. Variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois de remise des offres, soit le mois de **mars 2026**.

Les prix sont fermes la première année puis révisés annuellement à compter de la deuxième année dans les conditions suivantes :

- Révision des prix P2 – Forfait (DPGF)

Le prix P2 est révisable une fois par an à partir de la seconde année, à la date anniversaire au 1er jour du mois de celle-ci chaque année par application de la formule suivante :

$$P2 = P2_0 \times (0,15 + 0,85 \frac{(ICHT-IME)}{(ICHT-IME_0)})$$

Dans lesquelles :

- **P2** = nouveau prix de règlement des prestations
- **P2₀** = prix initial fixé au présent marché, indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement
- **ICHT-IME** = valeur de l'indice du cout horaire du travail tous salaires << Industries Mécaniques et Electriques du mois anniversaire publiée par l'INSEE.
- **ICHT-IME₀** = valeur de l'indice du cout horaire du travail tous salaires << Industries Mécaniques et Electriques du mois M0 indiqué sur l'acte d'engagement publiée par l'INSEE.

- Révision des prix unitaires du BPU

Le prix du BPU, défini dans l'annexe de l'acte d'engagement est révisable une fois par an à partir de la deuxième année d'exécution, à la date anniversaire par application de la formule :


$$BPU = BPU_0 \times (0,15 + 0,35 \times \frac{(ICHT-IME)}{(ICHT-IME_0)}) + 0,50 \times \frac{(BT48)}{(BT48_0)}$$

Dans lesquelles :

- **BPU** = Nouveau prix de règlement des prestations au BPU
- **BPU₀** = prix initial fixé au présent marché, indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement
- **ICHT-IME** = valeur de l'indice du cout horaire du travail tous salaires << Industries Mécaniques et Electriques du mois anniversaire publiée par l'INSEE.
- **ICHT-IME₀** = valeur de l'indice du cout horaire du travail tous salaires << Industries Mécaniques et Electriques du mois M0 indiqué sur l'acte d'engagement publiée par l'INSEE.
- **BT48** = valeur du mois anniversaire publiée par l'INSEE.
- **BT48₀** = valeur du mois M0 indiqué sur l'acte d'engagement publiée par l'INSEE.

Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de la première facture pour laquelle il peut bénéficier de la révision de prix.

- La révision de prix se fera à la demande du titulaire sur présentation par celui-ci (au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché) d'un nouveau bordereau des prix faisant apparaître ses prix révisés.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 8 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	---	---

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Cette clause de variation des prix s'applique aux acomptes.

3.5. Clause butoir

La variation des prix sur la durée globale du marché résultant de la clause de révision ne pourra dépasser 9%.

ARTICLE 4 : COMMANDE - VERIFICATIONS

4.1 : Commandes

Elles seront transmises au titulaire par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu d'intervention.


Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès la notification du marché. Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Validité des bons de commande : La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée du marché dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. - F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent à des observations de sa part, il doit les notifier au représentant de l'APHP dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

Si le titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 9 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	---	---

4.2 Opérations de vérification

4.2.1 Modalités de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession conformément aux prescriptions des articles 27 à 29 du C.C.A.G. - F.C.S.

4.2.2 Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérifications, le représentant de l'APHP peut prendre l'une des décisions suivantes en application de l'article 30 du CCAG - FCS :

- Réception,
- Ajournement,
- Réfaction,
- Rejet.

La réception des prestations sera prononcée par la personne habilitée qui établira un procès-verbal de réception des prestations.

ARTICLE 5 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE


5.1 : Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

5.2 : Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (28, 29 et 30 du CCAG FCS) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIKES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 10 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	--	--

5.3 : Modifications du marché public - Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché ou des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement de l'établissement concerné,
- En cas de suspension des prestations ayant pour cause des travaux de transformation ou de modernisation de l'équipement, la rémunération forfaitaire correspondante annuelle sera suspendue (article IX du CCTP)
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

5.4 : Modification de références en cours de marché

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- Que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation. En cas de non-respect de ce délai, application sera faite d'une pénalité de 500 euros HT.


En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit :

Cette demande de changement devra être faite 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par l'AP-HP.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

5.5 : Garantie

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 11 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	--	--

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

6.1 : Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

6.2 : Présentation d'un sous-traitant

En cas de sous-traitance, il sera fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, et la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, régissant notamment les conditions d'agrément des sous-traitants et les dispositions financières qui seront appliquées.


Au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Les demandes d'acceptation et d'agrément de sous-traitance formulées en cours d'exécution du marché seront adressées au représentant de l'AP-HP.

Les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés. Pour ce faire, le titulaire constitue un dossier d'agrément comprenant a minima les pièces suivantes :

- **Imprimé DC4¹ ou équivalent** signé par le titulaire et le sous-traitant faisant l'objet de la demande d'agrément ;
- **Présentation du sous-traitant** faisant l'objet de la demande d'agrément ;
- **Attestation de régularité du candidat établi en France vis-à-vis de ses salariés** : Si le candidat est établi en France, il doit produire une déclaration sur l'honneur justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) ; Ainsi qu'une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du Code du Travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 ;
- **Attestation de régularité du candidat établi ou domicilié à l'étranger vis-à-vis de ses salariés** : Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, il doit produire une déclaration sur l'honneur attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents ;
- **Attestation fiscale** : L'attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n-1 par le comptable public ou équivalent ;

¹ Formulaire DC4 et notice explicative disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-du-candidat>

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 12 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	---	--

- **Attestation de vigilance** : L'attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF mentionnant que le candidat est à jour de ses obligations sociales à la date d'exigibilité de la dernière période traitée, ou équivalent ;
- **Déclaration de chiffre d'affaires** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique
- **Attestation d'assurance** : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- **Références de services similaires** : Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- **Extrait du Kbis ou équivalent** datant de moins de trois mois à la date d'envoi de la demande d'agrément ;
- **Relevé d'identité bancaire (RIB).**

La demande d'agrément est appréciée selon les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant pressenti à exécuter la partie des missions que le titulaire envisage de lui confier.

6.3 : Obligation d'information

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'APHP les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement Du marché.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de l'APHP dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent marché et le titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.


6.4 : Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable

	<p align="center">MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité</p> <p align="center">Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier</p> <p align="center">Procédure : AOO</p>	<p align="right">Page 13 sur 20</p> <p align="right">CCAP n° 2026 033 DENT 001</p>
---	---	--

et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

6.5 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection et de chaussures de sécurité. Les vêtements portés par tous les agents en activité devront faire apparaître en permanence le sigle de leur entreprise. De même, le personnel d'encadrement devra être en mesure de justifier de son appartenance à l'entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'un badge d'identification porté de façon apparente faisant mention des éléments suivants : nom de l'entreprise, nom du salarié et photo du salarié

6.6 : Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables à la maintenance des ascenseurs, monte charges et escaliers mécaniques en accord avec la personne publique.


En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

6.7 : Diffusion des fiches techniques

Le candidat retenu doit fournir sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché. Elles devront parvenir dans les meilleurs délais, au plus tard un mois, à compter de la réception de la lettre attribuant le projet de marché.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 14 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	---	--

6.8 : Vente à des tiers

Le titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché. En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE 7 : FACTURATION – PAIEMENT

7.1 : Facturation

La facturation des prestations forfaitaires sera faite site par site (y compris pour l'IFSI de Bichat) de manière trimestrielle à terme échu.

La facturation des prestations à prix unitaires (BPU) sera faite à compter de la réalisation effective de ces prestations et après l'admission des prestations conformément aux stipulations du présent marché.

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.


Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ; - les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- le n° du bon de commande ;
- le code service de l'établissement ayant passé commande ; le numéro de marché ;
- la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUE AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 15 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	--	--

7.2 : Paielement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application des dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de variation et de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points. En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.

7.3 : Avances

Les conditions de versement d'une avance sont celles prévues aux articles R2191-3 et suivants et R2191-16 du code de la commande publique. Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 5 % est accordée tel que prévu par l'option B du CCAG-FCS.

Le versement de l'avance interviendra dans un délai de 50 jours comptés à partir de la notification du marché au titulaire.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant, toutes taxes comprises.


Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Si le titulaire du marché public qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché public postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le versement de l'avance est conditionné à la transmission d'une garantie à première demande. La caution personnelle n'est pas acceptée.

Acomptes

L'article L2191-4 du code de la commande publique prévoit que les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. L'acompte rémunère un service fait dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par le GHU Nord.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIKES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 16 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	--	--

ARTICLE 8 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles R 2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.


ARTICLE 10 : PENALITES - RESILIATION

10.1 : Pénalités


En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 € par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Également, pour les pénalités applicables au marché, le tableau ci-dessous, déroge aux pénalités prévues à l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales.

Définition des pénalités	Unité de calcul	Montants des pénalités
Retard d'intervention pour dépannage, (suite à un appel téléphonique) dans le délai fixé au CCTP	Par manquement et par appareil concerné	50 € par heure de retard

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIKES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 17 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	--	--


Retard d'intervention pour personne(s) incarcerated(s) dans le délai fixé au CCTP	Par manquement et par appareil concerné	50 € par quart d'heure de retard
Retard de remise en service dans le cas d'un ascenseur à l'arrêt selon le délai fixé dans le CCTP	Par manquement et par appareil concerné	50 € par heure de retard
Retard dans la transmission de devis pour réparation ou remplacement des pièces dans le délai fixé au CCTP	Par manquement et par appareil concerné	50 € par jour calendaire de retard
Retard dans la réalisation des interventions conformément aux devis validés et dans les délais établis au CCTP	Par manquement et par appareil concerné	100 € par jour calendaire de retard
Retard de transmission du planning de la maintenance préventive selon le délai fixé au CCTP	Par appareil concerné	50 € par jour calendaire de retard
Prestations non conformes au CCTP / Devis	Par manquement et par appareil concerné	100 € par jour calendaire de retard
Non-respect des dates de visite de maintenance préventive selon le calendrier proposé et validé par l'hôpital	Par manquement et par appareil concerné	100 € par jour calendaire de retard
Perte ou détérioration de clés d'accès aux locaux	Par clé et par perte	30 € par clé
Absence de visite périodique (non réalisation de visite de maintenance préventive) telle que définie au CCTP	Par manquement et par appareil concerné	300 € par manquement
Absence de levée de réserves dans les délais, tels que définis au CCTP	Par manquement et par appareil concerné	50 € par observation
Non-remplissage ou remplissage incomplet du carnet de maintenance tel que défini au CCTP	Par manquement et par appareil concerné	50 € par manquement
Non-transmission du rapport annuel en référence au CCTP	Par appareil concerné	200 € par manquement
Absence à réunion tel que défini au CCTP	Par réunion	150 € par manquement
Absence de l'information de l'arrivée du technicien ou de l'information de fin de l'intervention du technicien définie au CCTP	Par manquement et par appareil concerné	50 € par manquement

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 18 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	---	--

Si le respect de délais d'intervention ou la non réalisation d'une intervention conditionne l'intervention d'une ou de plusieurs Entreprises, le montant de la pénalité sera majoré du montant éventuel des indemnités des autres intervenants réclamés au titre de préjudice.

Tableau des Fautes Graves

Définition des Fautes Graves	Unité de calcul	Résiliation pour faute grave
Retard d'intervention pour dépannage, (suite à un appel téléphonique) dans le délai fixé au CCTP	Par heure et par appareil	Au-delà de 20 heures
Retard d'intervention pour personne(s) incarcerated(s) dans le délai fixé au CCTP	Par heure et par appareil	Au-delà de 5 heures
Retard de remise en service dans le cas d'un ascenseur à l'arrêt selon le délai fixé dans le CCTP	Par heure et par appareil	Au-delà de 20 jours
Retard dans la transmission de devis pour réparation ou remplacement des pièces dans le délai fixé au CCTP	Par jour et par appareil	Au-delà de 20 jours
Retard dans la réalisation des interventions conformément aux devis validés et dans les délais établis au CCTP	Par jour et par appareil	Au-delà de 20 jours
Retard de transmission du planning de la maintenance préventive selon le délai fixé au CCTP	Par jour et par appareil	Au-delà de 20 jours
Prestations non conformes au CCTP / Devis	Par manquement et par appareil	Au-delà de 5 manquements
Non-respect des dates de visite de maintenance préventive selon le calendrier proposé et validé par l'hôpital	Par jour et par appareil	Au-delà de 20 jours
Absence de visite périodique (non réalisation de visite de maintenance préventive) telle que définie au CCTP	Par manquement et par appareil	Au-delà de 2 manquements
Absence de levée de réserves dans les délais, tels que définis au CCTP	Par réserve	10 réserves non levées
Non-remplissage ou Remplissage incomplet du carnet de maintenance tel que défini au CCTP	Par manquement et par appareil	Au-delà de 5 manquements
Absence à réunion tel que défini au CCTP	Par manquement	Au-delà de 5 manquements

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 19 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	---	--

Absence de l'information de l'arrivée du technicien ou de l'information de fin de l'intervention du technicien définie au CCTP	Par manquement	Au-delà de 20 manquements
--	----------------	---------------------------

Les délais et manquements sont cumulables par type d'infraction sur la durée totale du contrat.

Par dérogations à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune exonération de pénalité.

10.2 : Résiliation, Litiges

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG – FCS et des articles R.2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 40.1 et 40.2 du CCAG-FCS. En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne sera versée au titulaire dans ce cas.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG – FCS et l'article 142 du décret précité.

EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 45 du CCAG-FCS.

Le GHU Nord peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. Dans ce cas, la décision de résiliation mentionnera expressément le recours à cette disposition.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées par Paris Habitat à l'encontre du titulaire du présent marché, en raison de ses fautes.

ARTICLE 11 : LANGUE APPLICABLE AU MARCHE


- Si le titulaire est de nationalité française :

Les pièces constitutives du marché sont rédigées en français.

Durant l'exécution du marché, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.

- Si le titulaire est de nationalité étrangère :

Les pièces constitutives du marché doivent comporter un exemplaire en langue française ; seul cet exemplaire fait foi entre les parties signataires.

 AP-HP. Nord Université de Paris	MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE CHARGES ET ESCALIERS MECANIQUES AP-HP. Nord - Université Paris Cité Secteur Ouest : hôpitaux Beaujon, Bichat - Claude Bernard et Louis Mourier Procédure : AOO	Page 20 sur 20 CCAP n° 2026 033 DENT 001
--	---	--

Durant l'exécution du marché, la langue française sera imposée pour la rédaction de la version définitive des livrables associés aux prestations du titulaire.

ARTICLE 12 : DEROGATIONS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCAP dérogé	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est
Article 2	Article 4.1	Pièces contractuelles
Article 4.1	Article 3.7.2	Observations du titulaire sur les bons de commande émis
Article 10.1	Article 14	Pénalités
Article 10.1	14.1.3	Exonérations pénalités
Article 10.2	Article 42	Versement d'une indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, le GHU Nord ne remettra sur demande du titulaire l'exemplaire spécial unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.